

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.109/2
DU 10 MARS 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 11 février 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement légal et préambule

Le Roi peut, sur le fondement de l'article 108 de la Constitution, dégager du principe de la loi et de son économie générale, les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit, pour autant qu'Il n'étende ou ne restreigne pas sa portée, comme l'a rappelé la section de législation dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques^{1 2}, que le projet d'arrêté présentement examiné tend à modifier.

L'article 108 de la Constitution et l'article 3, alinéa 1^{er}, 4/ et 6/, de la loi du 8 août 1983, précitée, doivent dès lors figurer au préambule sous la forme de visas.

La mention que la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements des données à caractère personnel trouve à s'appliquer a aussi sa place dans le préambule, sous la forme d'un considérant, pour faire apparaître clairement l'obligation de combiner les mesures d'exécution de la loi du 8 août 1983 avec, notamment, les principes de finalité et de proportionnalité inscrits dans la loi du

(1) Avis 38.235/2, donné le 11 avril 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (Moniteur belge du 25 janvier 2006, p. 3924).

(2) Le Conseil d'État, dans son avis 43.523/2/V, du 28 août 2007 donné au Ministre de l'Intérieur, a recommandé de compléter l'arrêté royal du 8 janvier 2006 précité "pour en assurer l'articulation avec le régime de l'absence tel que prévu par le Code civil".

8 décembre 1992. L'arrêté en projet y est conforme, comme le confirme l'avis 31/2007, du 7 novembre 2007 de la Commission de la protection de la vie privée, auquel le présent avis se réfère. L'avis de la Commission sera donc publié au Moniteur belge en même temps que celui du Conseil d'État, avec le rapport au Roi.

En revanche, il n'y a pas lieu de mentionner dans le préambule la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étrangers et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, ni la loi du 9 mai 2007 modifiant diverses dispositions relatives à l'absence et à la déclaration judiciaire de décès ni la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses, notamment l'article 386, ni l'arrêté royal du 25 avril 2007 fixant la date de l'entrée en vigueur de l'article 386, 1/ et 2/, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses.

Les textes précités sont commentés dans le rapport au Roi; il n'est donc pas nécessaire de les faire apparaître au préambule à des fins explicatives, d'autant qu'ils ne donnent qu'une vue partielle du contexte juridique de l'arrêté en projet; le préambule doit être adapté en conséquence.

Dispositif

Article 1^{er}

L'arrêté royal du 8 janvier 2006 vise en son article 1^{er}, 6/, second tiret, "la déclaration judiciaire de décès et la déclaration administrative de présomption de décès"; selon le rapport au Roi dudit arrêté, sont ainsi visées les mesures prévues par la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Le fonctionnaire délégué a confirmé que ces renseignements, s'ils ont été enregistrés, seront maintenus. Il en résulte que le nouveau texte repris sous "6/" doit reprendre sous un quatrième tiret une mention identique.

.../...

Rapport au Roi

Le rapport au Roi explique en ces termes la portée de la modification de l'article 22 du Code de la Nationalité belge :

"À la suite de la modification du Code de la Nationalité belge par la loi du 27 décembre 2006 (portant des dispositions diverses), le principe de la possibilité de l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère (principe de la double nationalité) est dorénavant admis.

Il appartient cependant au Roi de procéder à l'application effective de cette modification; l'arrêté royal du 25 avril 2007 fixant la date de l'entrée en vigueur de l'article 386, 1/ et 2/, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (M.B. du 10 mai 2007) rend applicable le principe de double nationalité. Cette application reste cependant partielle car elle ne vise que les seuls ressortissants belges qui acquièrent volontairement la nationalité d'un Etat non partie de la Convention de Strasbourg.

Pour rappel, la Belgique, à l'heure actuelle, est en effet toujours liée à la Convention de Strasbourg du 6 mai 1963 qui pose le principe de l'interdiction de la plurinationalité."

Le Conseil d'État, section de législation, a eu à connaître d'un projet d'arrêté royal "fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 386, 1/ et 2/, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) à l'égard des États Parties à la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités", à propos duquel il a donné un avis 43.894/2, le 30 janvier 2008 au Ministre de la Justice, d'où il résulte qu'en vertu d'un "Accord d'interprétation de l'article 12, paragraphe 2, accepté par les Parties" du 2 avril 2007, la Belgique, dans une déclaration déposée le 27 avril 2007 au Conseil de l'Europe, a dénoncé le Chapitre 1^{er} ("De la réduction des cas de pluralité de nationalités") de la Convention du 6 mai 1963, précitée, et que cette dénonciation partielle prendra effet à l'égard de la Belgique à partir du 28 avril 2008.

Le rapport au Roi sera complété en conséquence en fonction de la situation à la date où l'arrêté sera contresigné.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.109/2
VAN 10 MAART 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 februari 2008 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond en aanhef

De Koning is op grond van artikel 108 van de Grondwet bevoegd om uit het beginsel van de wet en haar algemene economie de gevolgtrekkingen af te leiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien volgens de geest die aan de opvatting van de wet ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die zij nastreeft, mits de Koning daarbij de draagwijdte ervan niet verruimt noch beperkt, zoals de afdeling wetgeving erop heeft gewezen in haar advies over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen" ^{1 2}, dat men met het voorliggende ontwerpbesluit wil wijzigen.

Artikel 108 van de Grondwet en artikel 3, eerste lid, 4/ en 6/, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 moeten bijgevolg in de aanhef staan in de vorm van vermeldingen die beginnen met de woorden "Gelet op".

(1) Advies 38.235/2, op 11 april 2005 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen" (Belgisch Staatsblad van 25 januari 2006, blz. 3924).

(2) De Raad van State heeft in zijn advies 43.523/2/V, op 28 augustus 2007 verstrekt aan de Minister van Binnenlandse Zaken, geadviseerd het voormelde koninklijk besluit van 8 januari 2006 aan te vullen opdat "(het) aansluit bij de regels inzake afwezigheid, zoals die vastgelegd zijn in het Burgerlijk Wetboek".

Ook de vermelding dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens toepasselijk is, is op zijn plaats in de aanhef, in de vorm van een overweging, om duidelijk te maken dat de maatregelen ter uitvoering van de wet van 8 augustus 1983 verplicht moeten worden gecombineerd met onder meer het finaliteits- en het evenredigheidsbeginsel die besloten liggen in de wet van 8 december 1992. Het ontworpen besluit voldoet daaraan, zoals wordt bevestigd in advies 31/2007 van 7 november 2007 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, waarnaar dit advies verwijst. Het advies van de Commissie moet dus worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, terzelfder tijd als dat van de Raad van State, samen met het verslag aan de Koning.

Daarentegen is er geen reden om in de aanhef melding te maken van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen, noch van de wet van 9 maart 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de afwezigheid en de gerechtelijke verklaring van overlijden, evenmin van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen, inzonderheid van artikel 386, en ook niet van het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 386, 1/ en 2/, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen.

De voormelde teksten worden van commentaar voorzien in het verslag aan de Koning; het is dus niet noodzakelijk ze te vermelden in de aanhef met het oog op het verstrekken van uitleg, temeer daar ze slechts ten dele een beeld geven van de juridische achtergrond van het ontworpen besluit; de aanhef moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1, 6/, tweede streepje, van het koninklijk besluit van 8 januari 2006 vermeldt "de gerechtelijke verklaring van overlijden en de administratieve verklaring van vermoedelijk overlijden"; volgens het verslag aan de Koning van dat besluit wordt aldus bedoeld op de maatregelen waarvan sprake is in de wet van 20 augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.

De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat deze inlichtingen zullen worden bewaard indien ze geregistreerd zijn. Daaruit blijkt dat de nieuwe tekst onder "6/" onder een vierde streepje eenzelfde vermelding moet opnemen.

Verslag aan de Koning

In het verslag aan de Koning wordt de strekking van de wijziging van artikel 22 van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit uitgelegd als volgt :

"Na de wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit door de wet van 27 december 2006 (houdende diverse bepalingen), is het principe van de mogelijkheid om vrijwillig een vreemde nationaliteit te verkrijgen (het principe van de dubbele nationaliteit) voortaan aangenomen.

Het komt echter de Koning toe om over te gaan tot de effectieve toepassing van deze wijziging; zo maakt het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 386, 1/ en 2/, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (Belgisch Staatsblad van 10 mei 2007) het principe van dubbele nationaliteit reeds mogelijk, maar enkel voor Belgen die vrijwillig de nationaliteit verwerven van een Staat die geen partij is bij het Verdrag van de Raad van Europa.

Ter herinnering dient gezegd dat België momenteel nog altijd gebonden is door het Verdrag van de Raad van Europa van 6 mei 1963, dat het principe van het verbod van meervoudige nationaliteit huldigt."

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft kennis moeten nemen van een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 386, 1/ en 2/, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) ten aanzien van de Staten die Partij zijn bij het Verdrag van de Raad van Europa van 6 mei 1963 betreffende de beperking van gevallen van meervoudige nationaliteit en betreffende militaire verplichtingen in geval van meervoudige nationaliteit", waarover hij op 30 januari 2008 aan de Minister van Justitie een advies 43.894/2 heeft verstrekt, waaruit blijkt dat krachtens een "door de Partijen aangenomen Overeenkomst tot interpretatie van artikel 12, § 2, "van 2 april 2007 België, in een op 27 april 2007 bij de Raad van Europa neergelegde verklaring, Hoofdstuk I ("Beperking van gevallen van meervoudige nationaliteit") van voormeld Verdrag van 6 mei 1963 heeft opgezegd, en dat deze gedeeltelijke opzegging ten aanzien van België uitwerking zal hebben met ingang van 28 april 2008."

Het verslag aan de Koning moet dienovereenkomstig gevolg worden aangevuld naar gelang van de situatie op de datum waarop het besluit wordt medeondertekend.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	H. BOSLY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. KEUTGEN,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en Nederlandse de tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS